



## ASSOCIATION IVOIRIENNE POUR LE PROGRES

Siège social : Quartier Air-France 1, rue 18 lot n°20, au rond point place de la paix,  
route de Kennedy 01 BP 873 Bouaké 01 / Tel : 31-65-39-87

Email : [ong\\_aip@yahoo.fr](mailto:ong_aip@yahoo.fr) / [secretariat.executif@ongaip.net](mailto:secretariat.executif@ongaip.net)



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

---

## SOMMAIRE

---

	<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>2</b>
	<b>LE MOT DU DIRECTEUR.....</b>	<b>3</b>
<b>I.</b>	<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ONG AIP.....</b>	<b>5</b>
<b>II.</b>	<b>INTERVENTIONS DE L'ONG AIP.....</b>	<b>8</b>
<b>III.</b>	<b>RESULTATS Programme Santé Communautaire .....</b>	<b>10</b>
	<i>Projet de mise à échelle de l'intervention de lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire volet communautaire .....</i>	<i>12</i>
	<i>Projet REACT « Gestion de la résistance aux insecticides » .....</i>	<i>14</i>
	<i>Projet de lutte contre le VIH/SIDA.....</i>	<i>16</i>
	<i>FSU.com de Kotiakoffikro .....</i>	<i>21</i>
<b>IV.</b>	<b>RESULTATS Programme Animation et Appui au Développement des Populations Rurales .....</b>	<b>24</b>
	<i>Projet d'appui à l'autonomisation économique de 800 femmes dans les régions du Bounkani, Guemon, Gbeke et N'zi.....</i>	<i>26</i>
	<i>Prévention de la vulnérabilité des femmes et des filles face à l'instabilité, à travers leur autonomisation, le dialogue communautaire et l'éducation dans la région du Bounkani.....</i>	<i>27</i>
	<i>Projet d'appui à l'autonomisation économique et sociale de 200 femmes de la région du Gbêkè.....</i>	<i>28</i>
	<i>Promotion des énergies renouvelables et amélioration de la qualité de vie : Electrification de 7 communautés avec des micro-réseaux de générateurs d'énergie solaire photovoltaïque autogérés dans le district du Zanzan, région du Bounkani.....</i>	<i>28</i>
<b>V</b>	<b>SOURCES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>32</b>
<b>VI.</b>	<b>DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS PROPOSÉES.....</b>	<b>33</b>
<b>VII.</b>	<b>LEÇONS APPRISES.....</b>	<b>35</b>
<b>VIII.</b>	<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>36</b>
<b>IX.</b>	<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>37</b>
<b>X</b>	<b>ANNEXE.....</b>	<b>38</b>

---

## *LISTE DES ABRÉVIATIONS*

---

2ADPR	: animation et appui au développement des populations rurales
AIP	: association Ivoirienne pour le Progrès
CCC	: communication pour le changement de comportement
CDV	: conseil dépistage volontaire
COGES	: comité de gestion des établissements scolaire
CPN	: consultation prénatale
FE	: femmes enceintes
FSU-COM	: formation sanitaire urbaine- communautaire
GVF	: groupement villageois féminin
LAV	: la lutte anti-vectorielle
MILDA	: moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action
ODD	: Objectifs du Développement Durable
OEV	: orphelin enfant vulnérable
ONG	: organisation non gouvernementale
PTME	: prévention de la transmission de la mère à l'enfant
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SP	: sulfadoxine Pyriméthamine
VBG	: violences basées sur le genre
VIH	: virus de l'immunodéficience humaine

---

## MOT DU PRÉSIDENT DE DIRECTION

---



Avec votre concours et grâce à une équipe compétente et expérimentée sur les questions de santé communautaire, VIH et d'animation et appui au développement des populations rurales, l'ONG AIP a su se faire une notoriété au triple plan, local et national et international.

C'est l'occasion pour moi, en ma qualité de Président de Direction de l'ONG AIP d'adresser mes vifs remerciements aux autorités administratives, politiques, communales et communautaires, aux responsables et cadres techniques des départements ministériels, à l'ensemble de nos partenaires, aux bénéficiaires de nos interventions et particulièrement les femmes et les jeunes pour la constance de leur engagement à nos côtés.

Cette année 2017 marque un tournant dans la vie de l'association. Tout d'abord, concernant la gouvernance, l'ONG AIP s'est dotée d'un manuel de ressources humaines qui clarifie la Gestion d'un Ressources Humaines au sein de l'organisation. L'ONG AIP a procédé en outre à une révision de son manuel de procédure et enfin à une relecture de son organigramme afin de les adapter au nouvel environnement économique et social des interventions humanitaires.

Concernant ensuite la zone d'intervention de l'ONG AIP elle s'est agrandie avec l'extension du projet REACT au Burkina Faso. L'ONG AIP prend ainsi une dimension internationale.

En ce qui concerne nos missions, nous avons constaté la poursuite de la majorité de notre projet de 2016. Il faut noter que la lutte contre le paludisme a pris une dimension particulière avec le projet REACT. En effet la lutte antivectorielle (LAV) demeure une stratégie essentielle et critique pour le contrôle du paludisme. Car elle permet de réduire ou d'interrompre la transmission des parasites lorsque la couverture est suffisamment large. L'efficacité et la viabilité de la LAV sont sérieusement menacées par la survenue de plus en plus accrue de la résistance des vecteurs aux insecticides, à l'échelle mondiale et particulièrement en Afrique Subsaharienne. C'est dans cette optique de SCI et IRD mènent le projet REACT avec l'appui de l'ONG AIP aussi bien au Burkina Faso.

Je vous exhorte en lisant ce rapport, à garder à l'esprit l'incalculable bénéfice social des activités de l'ONG AIP, contribuant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des familles les plus défavorisées en milieu rural et des quartiers péri urbains, à la promotion et à l'autonomisation économique des femmes. Plusieurs activités de l'ONG AIP ont favorisé le changement de comportement,

d'attitude, et de langage chez les bénéficiaires qui participent à nos activités, d'après les témoignages et les commentaires que nous avons reçus.

Tout compte fait, malgré le manque de ressources financières satisfaisantes, le changement qui s'opère dans la vie de nos bénéficiaires, le bien-être que leur procure nos activités et le développement de leur plein potentiel sont des éléments de motivation permettant de l'ONG AIP de continuer ses activités et services. Une grande partie de nos accomplissements et réussites réside dans cette réalité humaine ignorée par les statistiques et la prévention qui est plus difficilement chiffrable.

Il faut rappeler que l'ONG AIP s'est assignée comme mission de venir en aide aux communautés rurales et périurbaines en leur apportant les éléments nécessaires à leur développement à partir de diagnostics participatifs qui débouchent sur l'analyse

des besoins réels des communautés et l'identification des populations bénéficiaires. Pour ce faire l'ONG AIP développe quatre programmes qui sont la santé communautaire incluant la formation sanitaire urbaine de Kotiakoffikro, la lutte contre le VIH/SIDA, l'animation et appui au développement des populations rurales et le programme de protection des droits de la femme et des enfants incluant la cohésion sociale.

Tout en réitérant notre constante disponibilité à œuvrer pour la lutte contre la pauvreté, la maladie et les inégalités maladie afin de contribuer au bien-être social et humanitaire des populations vulnérables en synergie avec nos partenaires dans le respect; l'intégrité; le travail d'équipe; le professionnalisme et le service. Je vous prie Mesdames, Messieurs de croire en l'expression de ma profonde gratitude.

**KOUASSI Kra Eugène**  
Président de Direction

## I- PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ONG AIP

Créée depuis 1998, l'ASSOCIATION IVOIRIENNE POUR LE PROGRES (AIP) est une ONG travaillant pour trouver des solutions durables à la pauvreté, à travers la participation au développement et à l'amélioration des conditions de vie économiques et sanitaires des familles les plus défavorisées en milieu rural et des bas quartiers humains, l'insertion et la participation des jeunes et des femmes dans le tissu social et économique par des actions concrètes. L'ONG AIP fait également la promotion des droits de l'homme en général et particulièrement ceux de la femme, des enfants et collabore avec tous les organismes d'assistance sociale ou de développement économique qu'ils soient privés ou publics nationaux ou internationaux.

### 1.1 DOMAINE D'INTERVENTION

L'ONG AIP dans le cadre de son action sociale et humanitaire, intervient dans 5 domaines spécifiques.

1	Santé (préventives, curatives, communautaire	<ul style="list-style-type: none"><li>⊙ Promotion des pratiques familiales essentielles</li><li>⊙ Promotion de l'AME,</li><li>⊙ Appui aux soins de santé primaires</li><li>⊙ Réhabilitation et équipement des infrastructures sanitaires</li><li>⊙ Communication pour le changement des normes sociales sanitaires</li><li>⊙ Appui aux COGES</li></ul>
2	Lutte contre le VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"><li>⊙ Prévention</li><li>⊙ Sensibilisation</li><li>⊙ Prise en charge</li><li>⊙ Appui nutritionnel</li><li>⊙ CDV</li><li>⊙ OEV</li></ul>



3	Développement local/communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>⊙ Améliorer la vie de toutes celles et tous ceux, agriculteurs et ouvriers agricoles, qui vivent en situation de pauvreté et de vulnérabilité</li> <li>⊙ Appui aux initiatives locales</li> <li>⊙ Microcrédits</li> <li>⊙ Encadrements coopératifs</li> <li>⊙ Suivi budgétaires</li> </ul>
4	Protection des droits de l'enfant et de la femme	<ul style="list-style-type: none"> <li>⊙ Sensibilisation</li> <li>⊙ Formation</li> <li>⊙ Promotion</li> <li>⊙ Genre</li> <li>⊙ VBG</li> </ul>
5	Démocratie et éducation à la paix	<ul style="list-style-type: none"> <li>⊙ Sensibilisation</li> <li>⊙ Formation</li> <li>⊙ Lutte contre les ALPC</li> </ul>

## 1.2 STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie utilisée est le renforcement des capacités et l'appui – conseil

### 1.2.1 Principes d'intervention

L'ONG AIP applique les principes et les stratégies d'intervention suivants :

#### a) Intervention à la demande des populations cibles

L'ONG-AIP n'intervient que sur la base des besoins exprimés par une population cible. L'appréciation des demandes exprimées prend en compte trois critères essentiels :

- ♣ Volonté du groupe cible de s'organiser et d'agir afin de résoudre des problèmes qu'il vit;
- ♣ L'engagement de cette population à participer pleinement aux actions envisagées

- ♣ Les initiatives locales déjà amorcées ou planifiées face aux problèmes ressentis

***b) transfert de savoir-faire à travers un appui / conseil adapté***

L'ONG AIP accompagne les populations cibles dans un processus d'auto promotion à travers des actions d'animation et de formation.

***c) Responsabilisation pleine et entière des populations cibles***

L'ONG AIP cherche (à travers ses actions) à conférer aux communautés de base, un réel pouvoir de décision à tous les stades des opérations de développement entreprises dans leurs terroirs (y compris dans la gestion financière).

***d) Émergence d'opérateurs locaux à même de pérenniser les interventions***

L'ONG AIP évite de se substituer à des opérateurs locaux et encourage leur émergence de façon à améliorer la structuration du milieu dans lequel elle intervient.

***e) Approche participative dans la conduite de ses programmes.***

Cette démarche sous-entend une participation pleine et entière des populations cibles à toutes les phases des opérations de développement entreprises par l'ONG AIP

## II- INTERVENTION DE L'ONG AIP AU COURS DE L'ANNEE 2017

### Résumé

Au cours de l'année 2017, l'ONG AIP a mis en œuvre 5 projets et a assuré le fonctionnement de la FSU.COM. Ces projets sont inscrits dans ses différents domaines d'intervention que sont : la santé communautaire, le VIH SIDA, l'appui et l'animation du développement des populations rurales.

L'année 2017 a vu également l'ONG AIP s'étendre au Burkina Faso dans le cadre de la mise en œuvre du projet REACT volet Burkina Faso.

DOMAINES	PROJETS	BAILLEURS
SANTE COMMUNAUTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>NFM1</b> : Projet de mise à échelle des interventions de lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire volet communautaire ;</li> <li>• <b>REACT</b> : Gestion de la résistance aux insecticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Save the children Côte d'Ivoire/ Fonds Mondial;</li> <li>• IPR/Initiative 5%</li> </ul>
LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Prévention et prise en Charge</b> : renforcement de la riposte nationale au VIH dans le but d'élargir la prévention a une prise en charge exhaustive, en tenant compte du genre et des populations clés fortement exposées au risque d'infection au VIH ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNICEF/Alliance CI/ Fonds Mondial</li> </ul>
FSU.COM de KOTIA KOFFIKRO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Santé curative</b> : offre de soins infirmiers, maternité, cabinet dentaire et analyses médicales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds propre de l'ONG AIP</li> </ul>
2ADPR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Autonomisation économique des femmes</b> : Appui à l'autonomisation économique de 800 femmes dans les régions du Bounkani, Guemon, Gbeke et N'zi</li> <li>• <b>Prévention de la vulnérabilité des femmes</b> : Prévention de la vulnérabilité des femmes et des filles face à l'instabilité, à travers leur autonomisation, le dialogue communautaire et l'éducation dans la région du Bounkani.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ONU femmes</li> <li>• ONU femmes</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cohésion sociale :</b> appui à l'autonomisation économique et sociale de 200 femmes de la région du Gbêkè</li> <li>• <b>Promotion des énergies renouvelables et amélioration de la qualité de vie :</b> Electrification de 7 communautés avec des micro-réseaux de générateurs d'énergie solaire photovoltaïque autogérés dans le district du Zanzan, région du Bounkani</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ONU Femmes</li> </ul>
--	---	--

# **PROGRAMME SANTÉ COMMUNAUTAIRE**

---

## III- RESULTATS

---

### 1. PROGRAMME SANTE COMMUNAUTAIRE

La santé communautaire est un domaine de la santé publique qui implique une réelle participation de la communauté à l'amélioration de sa santé.

Il y a santé communautaire quand les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, réfléchissent en commun sur leurs problèmes de santé, expriment des besoins prioritaires et participent activement à la mise en place et au déroulement des activités les plus aptes à répondre à ces priorités. C'est cette approche que l'ONG AIP emprunte dans son domaine d'intervention de la santé communautaire.



**ODD 3** : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**CIBLE3.3** : D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles

**ZONE** : Région sanitaire de Gbêkè, Hambol, Boukani-gontougo, Poro-tchogologo-bagoué

En 2017, l'ONG AIP a mis en œuvre quatre projets en santé communautaires. Ces quatre projets renvoient à la lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire sur deux volets. Un volet communautaire financé par Save the Children sous le Fonds Mondial et un volet expérimental financé par l'initiative 5% financé par l'IRD.

Un projet de prévention et de lutte contre le VIH SIDA et en quatrième volet les activités au sein de la Formation Sanitaire Urbaine et communautaire de Kotiakoffikro, un centre de santé urbain dirigé par l'ONG AIP

## 1.1 Projet de mise à échelle de l'intervention de lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire volet communautaire

L'an 2017 constitue la deuxième et dernière année du projet de mise à échelle des interventions de lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire volet communautaire. Pour rappel, le projet avait pour objectif (i) d'accroître de 33 % en 2012 à 80 %, d'ici fin 2015, la proportion de la population (spécifiquement les enfants et les femmes enceintes) qui dort sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) et la maintenir jusqu'en 2017 ; (ii) accroître de 40 % en 2012 à 80 %, d'ici fin 2015, la proportion des FE qui prennent au moins deux doses de SP et la maintenir jusqu'en 2017 et (iii) atteindre 80% de cas de paludisme confirmés et pris en charge selon les directives nationales dans les structures sanitaires publiques et privées ainsi que dans la communauté d'ici fin 2015 et le maintenir jusqu'en 2017.

Le projet couvrait les régions sanitaires du Gbêkè, du Poro-Tchologo-Bagoué, du Hambol et du Bounkani-soit au total :

- 651 villages et quartiers
- 52 sous-préfectures
- 24 Départements
- 7 régions administratives
- 163 aires sanitaires
- 17 districts sanitaires
- 4 régions sanitaires

Soit une population totale de **5 168 547 habitants**

La cible principale était les enfants de zéro à cinq ans, les femmes enceintes et la population en générale.



*Séance de sensibilisation sur  
l'utilisation de la MILDA*



Gontougo

## Encadré 1 : Caractéristique de projet

### Zone d'intervention

- 651 villages et quartiers
- 52 sous-préfectures
- 24 Départements
- 7 régions administratives
- 163 aires sanitaires
- 17 districts sanitaires
- 4 régions sanitaires

Soit une population totale de 5 168 547 habitants

### Staffs projet

- 1 chef de projet
- 1 responsable suivi Evaluation
- 1 comptable
- 4 coordonnateurs de région
- 22 superviseurs

### Le personnel communautaire

- 934 Relais communautaires
- 15 groupements féminins
- 15 Radios de proximité

### BENEFICIAIRES

- Les enfants de moins de cinq ans
- Les femmes enceintes
- La population en générale

### AXES D'INTERVENTION

La stratégie se basera sur trois (3) principaux axes:  
Axe 1: La prévention par l'éducation axée sur le changement de comportement et la sensibilisation au niveau communautaire (IEC/CCC),

Axe 2: Le renforcement des capacités des acteurs des structures communautaires (OBC, associations des femmes, OBF, etc.) et du leadership communautaire,

Axe 3 : Le Plaidoyer

*Emission radio sur la sensibilisation*



## 1.2 Projet REACT « Gestion de la résistance aux insecticides »

La lutte anti-vectorielle (LAV) demeure une stratégie essentielle et critique pour le contrôle du paludisme. Car elle permet de réduire ou d'interrompre la transmission des parasites lorsque la couverture est suffisamment large.

Cette LAV repose principalement sur deux méthodes de base largement répandues (i) la moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) et la pulvérisation intradomiciliaire (PID).

L'efficacité et la viabilité de la LAV sont sérieusement menacées par la survenue de plus en plus accrue de la résistance des vecteurs aux insecticides, à l'échelle mondiale et particulièrement en Afrique Subsaharienne.

C'est dans cette optique que Save Côte d'Ivoire (SCI) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) mènent le projet REACT en partenariat avec l'ONG AIP.

L'objectif général de ce projet est de contribuer à la réduction de la transmission du paludisme et de la survenue de la maladie dans les villages sélectionnés. De façon spécifique il s'agit de sensibiliser les leaders communautaires et les personnes influentes pour la prise de mesures en faveur du contrôle du paludisme, de sensibiliser les ménages pour l'adoption de comportements favorables au contrôle du paludisme et de sensibiliser la population en général pour l'adoption des comportements favorables au contrôle du paludisme.

Le projet se déroule en Côte d'Ivoire dans le district sanitaire de Korhogo. Ce sont six villages qui sont concernés. Au Burkina Faso, le projet se déroule dans le district sanitaire de Koudougou.

**Tableau 1 : Résultats du programme santé communautaires 2017**

Activités planifiées	Résultats obtenus
<b>Axe stratégique 1: IEC/CCC</b>	
Mettre en œuvre des activités de sensibilisation de proximité: visites à domicile (VAD), causeries de groupe (CG), causeries interpersonnelles (CIP)	<ul style="list-style-type: none"><li>• 105 807 VAD réalisées</li><li>• 21 475 CG réalisées</li><li>• 33 008 CIP réalisées</li></ul>
Organiser la recherche des FE perdues de vue	<ul style="list-style-type: none"><li>• 7 892 (5 077 SP2 et 2815 SP3) Femmes Enceintes perdues de vue retrouvées et référées vers les structures de santé sur 15 495</li></ul>

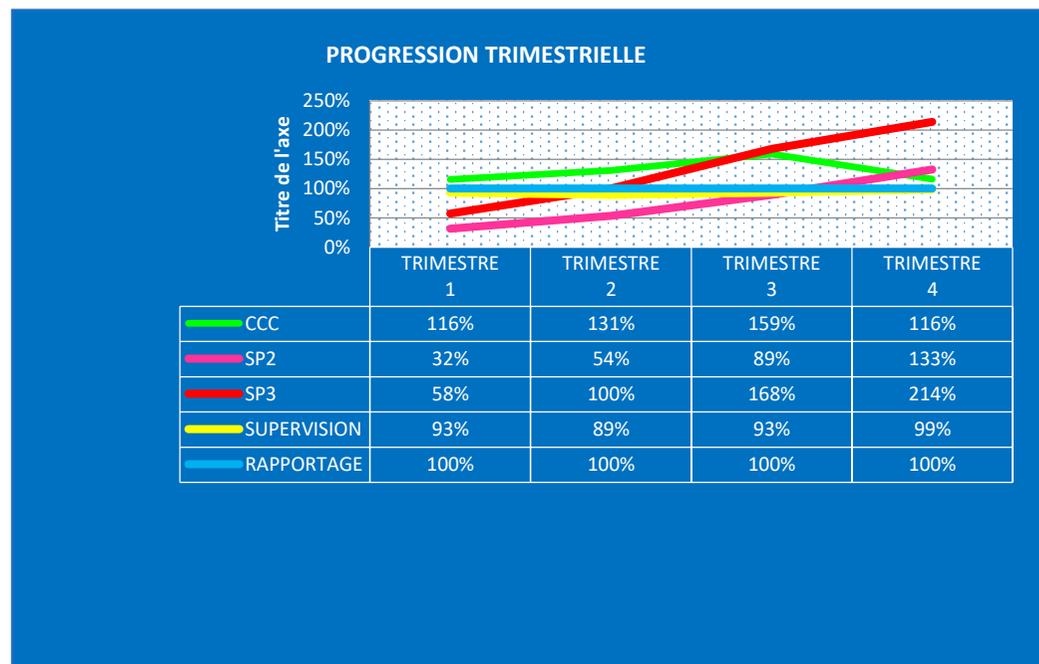
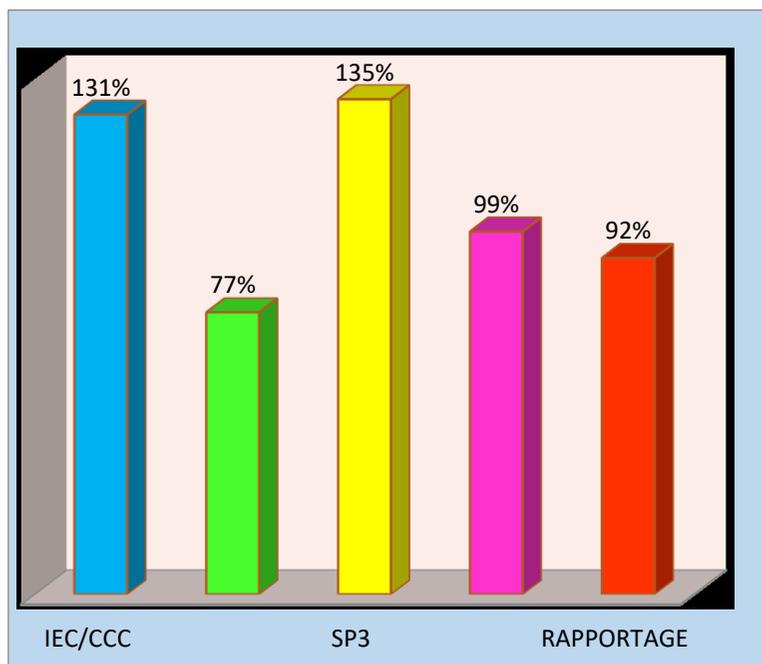
Organiser des consultations prénatales foraines	<b>401</b> Consultations Prénatales Foraines réalisées sur <b>459</b> attendues
Distribuer 2300 affiches de sensibilisation	100% des affiches en été distribuées
Diffuser 5400 spots et 90 émissions sur 15 radios de proximité	<b>10 813 spots</b> émissions ont été réalisés par les radios de proximité sur <b>9000</b> attendues
<b>Axe stratégique 3: PAIDOYER</b>	
Organiser des réunions de mobilisation sociale	15 réunions de mobilisation sociale ont été organisées
Organiser une réunion de plaidoyer dans les régions sanitaires	4 réunions de plaidoyer ont été organisées dans le chef-lieu de région sanitaire: Bouaké, Korhogo, Katiola et Bondoukou
<b>ACTIVITES DE COORDINATION</b>	
Assurer la supervision quotidienne des relais communautaires et la collecte des données	<b>918</b> relais communautaires ont bénéficié d'au-moins une visite de supervision par les superviseurs sur <b>934 (98,28%)</b>
Assurer 4 supervisions trimestrielles des coordonnateurs de région	<b>4</b> coordonnateurs de région sur 4 ont été supervisés (100%)
Assurer 22 supervisions trimestrielles des superviseurs	<b>22</b> superviseurs ont été supervisés soit une performance de <b>100%</b> .
Organiser des réunions pour la coordination des activités à base communautaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au niveau des bureaux de coordination des SR</li> <li>• au niveau des districts sanitaires</li> </ul>	<b>24</b> réunions de coordination ont été réalisées au niveau district (95%) 1 réunion de coordination au niveau de la zone AIP a été réalisée
Organiser des réunions pour la coordination des activités à base communautaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au niveau des bureaux de coordination des SR</li> <li>• au niveau des districts sanitaires</li> </ul>	<b>24</b> réunions de coordination ont été réalisées au niveau district (95%) 1 réunion de coordination au niveau de la zone AIP a été réalisée

## ANALYSE DES RESULTATS

Une analyse des résultats du programme santé communautaire montre que l'ONG AIP a été performante dans la sensibilisation des populations. Les activités d'information éducation communication pour le changement de comportement ont été réalisées à plus de 100% de la cible. La recherche des femmes enceintes perdues de vue a été le talon d'Achille de l'ONG AIP pour l'année 2017. Cette activité a été difficile à réaliser compte tenu de certains facteurs liés à la disponibilité de la SP. La performance globale de l'ONG AIP se situe à 77% de la cible.

Le rapportage des activités du projet a été une réussite.

Une analyse de la progression laisse apparaître une forte concentration des activités au trimestre 3. Cela se justifie par l'intensification des activités durant les deux derniers trimestres de l'année et la mise en œuvre du projet REACT.



### 1.3 PROJET DE LUTTE CONTRE LE VIH SIDA

Avec une prévalence de 2,7%, la Côte d'Ivoire demeure l'un des pays les plus affectés par le VIH dans la sous-région Ouest-Africaine. La décennie de crise socio-politique qu'a traversée le pays a entraîné une paupérisation de la population et la persistance de plusieurs comportements à risque.

Pour répondre au défi lié à l'épidémie du VIH, le pays bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires dont le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En effet, le round 9 du Fonds Mondial pour la thématique du VIH est en cours d'exécution depuis 2011 avec deux récipiendaires principaux (PR) dont le Programme National de Prise En Charge Médicale des Personnes Vivant avec le VIH (PNPEC) pour le secteur publique et Alliance Côte d'Ivoire pour le volet communautaire et secteur privé.

UNICEF l'un des sous récipiendaires (SR) de ce projet, « renforcement de la réponse nationale au VIH/sida par les activités de PTME, de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge », a sélectionné à son tour l'ONG AIP au niveau de la zone 4 comme sous sous récipiendaires (SSR) pour la réalisation des activités comme définies dans le projet.

**ODD 3.** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**CIBLE3.3 :** D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles

**ZONE :** région sanitaire de N'ZI IFFOU

En 2017, l'ONG AIP a mené le projet de renforcement de la riposte nationale au VIH dans le but d'élargir la prévention à une prise en charge exhaustive, en tenant compte du genre et des populations clés fortement exposées au risque d'infection au VIH ».

Avec une prévalence de 2,7%, la Côte d'Ivoire demeure l'un des pays les plus affectés par le VIH dans la sous-région Ouest-Africaine. La décennie de crise socio-politique qu'a traversée le pays a entraîné une paupérisation de la population et la persistance de plusieurs comportements à risque. Pour répondre au défi lié à l'épidémie du VIH, le pays bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires dont le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. En effet, le



Réunion de sensibilisation des leaders religieux

PVVIH.

Séance de CDV



round 9 du Fonds Mondial pour la thématique du VIH est en cours d'exécution depuis 2011 avec deux récipiendaires principaux (PR) dont le PNPEC pour le secteur publique et Alliance Côte d'Ivoire pour le volet communautaire et secteur privé. UNICEF l'un des sous récipiendaires (SR) de ce projet, « renforcement de la réponse nationale au VIH/sida par les activités de PTME, de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge », a sélectionné à son tour l'ONG AIP au niveau de la zone 4 comme sous sous récipiendaires (SSR) pour la réalisation des activités comme définies dans le projet.

Pour cette année 2017, les objectifs assignés à l'ONG AIP dans le cadre de ce projet était de (i) mener les activités de communication pour le changement de comportements (CCC), (ii) offrir le Conseil Dépistage Volontaire (CDV) aux personnes à risque dans la communauté, (iii) intensifier la mobilisation communautaire de la PTME afin d'orienter les femmes enceintes vers les services de la consultation prénatale (CPN) et (iv) offrir les soins et soutien de qualité aux

**Encadré 2** : caractéristique des projets VIH SIDA

<b>BENEFICIAIRES</b>	<b>DISTRICTS SANITAIRES</b>	<b>AIRES SANITAIRES</b>	<b>Nombre de C.C</b>	<b>Nombre d'EP/ASC</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adolescents et jeunes âgés de 10 à 24 ans</li> <li>- Les femmes enceintes</li> <li>- Les Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)</li> <li>- Les orphelins et enfants vulnérable du fait du VIH/SIDA (OEV)</li> </ul>	<b>DIMBOKRO</b>	CHR PUBLIC de DIMBOKRO	1	27
		CSUS-PMI PUBLIC de DIMBOKRO	1	
		CSU-D CONFESIONNEL NDA de DIMBOKRO	2	
		CSUS-SSSU PUBLIC de DIMBOKRO	0	
		CSU-D PUBLIC Prison Civile de DIMBOKRO	0	
		CSU PUBLIC de SOUNGASSOU	0	
<p><b>STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'approche communautaire</li> <li>- Le travail en lien avec les centres de santé:</li> <li>- La sensibilisation de proximité</li> <li>- L'éducation par les pairs</li> <li>- VAD</li> <li>- Stratégie avancées</li> <li>- Prise en charge</li> </ul>	<b>PRIKRO</b>	HG PRIKRO	1	6
		CSU KOFFI AMONKRO	1	
		CSU FAMIENKRO	1	
<p><b>STAFF DU PROJET</b></p> <p>Pour chaque district :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 coordonnateur</li> <li>- 1 comptable</li> <li>- Un CSE</li> </ul>	<b>DAOUKRO</b>	HG Daoukro	3	25
		PMI Daoukro	1	
		CSU OUELLE	1	
		CSU ANANDA	1	
		CSU ETTROKRO	1	
FSU PEPRESSOU	0			

## RESULTATS

Les résultats du programme VIH sont consignés dans le tableau suivant :

Indicateurs	Cible	Réalisé	taux
Nombre de personnes (10-24 ans) ayant bénéficié d'une éducation de proximité par des éducateurs de pairs pour la prévention dans le cadre de la CCC	15 582	19 176	123%
Nombre de personnes conseillées testées et ayant pris leurs résultats	11 706	10 860	93%
Nombre total de PVVIH bénéficiant de soins palliatifs	999	1 051	105%
Nombre d'OEV bénéficiant d'un soutien à base communautaire	930	58	6%
Nombre de femmes enceintes touchées lors des séances de proximités et référées vers les sites PTME	6 456	7 137	111%
Nombre de préservatifs distribués	172 383	187 427	109%

Tous ces indicateurs présentent majoritairement un taux de réalisation compris entre 93 % et 123%. Seul le nombre d'OEV ayant bénéficié d'un soutien à base communautaire a connu un faible résultat (06 %). Cela s'explique par l'arrêt des activités OEV depuis la fin du mois d'avril 2017 par le partenaire UNICEF.

Il faut noter que ce projet est à sa fin car le Fonds Mondial a décidé de l'arrêt du financement des projets de lutte contre le VIH/sida par le Fond Mondial de tous les sites de l'Est de la Côte d'Ivoire. Par conséquent tous les sous bureaux de l'ONG AIP dans cette zone seront fermés.

## 1.4 FORMATION SANITAIRE URBAINE ET COMMUNAUTAIRE DE KOTIAKOFFIKRO

Créé en 2006 la Formation Sanitaire Urbaine Communautaire de Kotiakoffikro est un établissement sanitaire conventionné, situé à Dar-Es-Salam sur l'axe Bouaké-Katiola. Il bénéficie de la convention de service publique sanitaire, signée avec le ministère de la santé en 1998 avec comme objectif de faciliter l'accès aux soins aux populations urbaines et périurbaines dans l'aire sanitaire de Kotiakoffikro dans le district sanitaire de Bouaké Nord-Est.

**ODD 3.** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

**CIBLE3.3 :** D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles

**PND**

**PNDS**

**ZONE :** Région sanitaire de Gbêkè, district sanitaire de Bouaké nord est

La FSU.COM de Kottiakoffikro dispose en son sein les services suivants :

- Le service d'accueil et d'admission (SAA)
- Le service du dispensaire
- Le service mère et enfant (SME)
- Le service de médicament
- Le service d'évacuation sanitaire

L'Objectif général est de faciliter l'accès aux soins aux populations urbaines et périurbaines dans l'aire sanitaire de Kotiakoffikro dans le district sanitaire de Bouaké Nord-Est. Les objectifs spécifiques sont de participer au bien-être des populations de DAR-ES-SALAM et des cinq villages de l'aire sanitaire de Kotiakoffikro(Golikro, Ando sakassou, Minankro, Taki kouamékro, Kouadio miankro).

## RESULTATS

PRINCIPAUX INDICATEURS	TARGET	CIBLES ATTEINTES	%
<b>ACTIVITES DE DISPENSAIRE</b>			
Nombre Consultations générales	4010	4433	99,45%
Nombre de cas de paludisme diagnostiqué et prise en charge	1642	1866	88%
Nombre d'IRA diagnostiqué et pris en charge	464	565	82,12%
Nombre de cas de diarrhée aigüe diagnostiqué et prise en charge	87	175	50%
<b>ACTIVITES DE MATERNITE</b>			
Nombre de CPN (tous CPN confondu)	2554	2295	90 %
Nombre de FE vacciner contre la VAT	372	364	98 %
Nombre d'accouchement réalisé	562	461	82,02 %
Nombre de femmes mis sous SP	1054	1084	103 %
Nombre de femmes mises sous fer folâtre	1793	2071	1155,10
<b>ACTIVITES DE PTME</b>			
Nombre de femmes enceintes ont été conseillées et dépistées	856	<b>835</b>	98 %

Nombre de femmes enceintes dépistées positives	15	<b>08</b>	53,33 %
Nombre de bilans réalisés	15	<b>08</b>	53,33 %
Nombre de femmes sous prophylaxie	13	<b>07</b>	54 %
Nombre de femmes positives qui ont accouché au centre	12	<b>04</b>	33,33 %

#### ACTIVITES DES CDV ET DE PRISE EN CHARGE

Nombre de clients ont été conseillés et dépistés	249	<b>284</b>	114,05 %
Nombre de clients qui ont été déclarés positifs	10	<b>07</b>	70 %
Nombre de bilans réalisés	10	<b>07</b>	70 %
Nombre de patients sous cotrimoxazole, ancien et Nouvo cas	57	<b>45</b>	79 %
Nombre de patients sous ARV, anciens et nouveaux cas	273	<b>292</b>	107 %

**65** patients séropositifs sont enrôlés dans les soins et ont reçu un dépistage systématique de la tuberculose et **11** groupes de soutien aux PVVIH ont été réalisés

**PROGRAMME D'ANIMATION ET  
D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES  
POPULATIONS RURALES (2ADPR)**

## 2. ANIMATION ET APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES POPULATIONS RURALES (2ADPR)



### ODD 1 : Mettre fin à la pauvreté, sous toutes ses formes, partout

**Cible 1** : Réduire de moitié la proportion de femmes, hommes, enfants, de tous âges, vivant dans la pauvreté sous tous ses aspects

**Odd2** : Éradiquer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable

**CIBLE 2** : Multiplier par deux la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés, et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles

**ZONE** : région de gbêkè Boukani et Iffou

La problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes, constitue depuis bien longtemps un enjeu primordial de développement en Côte d'Ivoire, que la crise a contribué à exacerber. Au rang des problématiques figurent l'accès limité des femmes à la participation et à la prise de décision, l'aggravation de la pauvreté notamment des femmes, l'accroissement des violences basé sur le genre et l'impunité.

En vue de répondre à cette problématique, la Côte d'Ivoire s'est engagée en 1995 au cours de la 4ème conférence Mondiale sur les femmes à Beijing à mettre en œuvre les recommandations de ladite conférence et d'en assurer le suivi. Conformément à la déclaration du millénaire et à ses objectifs en matière de développement, le Gouvernement a pris des mesures d'ordre politique, législatif et administratif pour assurer la promotion de l'égalité entre les sexes.

Aussi au plan national, la Côte d'Ivoire a-t-il réitéré et renforcé le principe d'égalité entre homme et femme consacré dans la première Constitution du pays dans la Constitution du 23 juillet 2000 qui interdit toute forme de torture et de violence physique et morale, de mutilations et d'avilissement. Dans cette même perspective plusieurs actions, notamment : le Plan National d'Action de la

Femme (PNAF, 2003-2007), adopté en 2002, qui vise à contribuer à instaurer les changements nécessaires à la réduction des disparités entre les hommes et les femmes et à favoriser l'accès de ces dernières à plus d'équité et d'égalité, tout en améliorant leurs conditions de vie ; le Plan National d'Action de la Population (2002-2006) qui comporte un sous-programme visant, entre autre, le renforcement du pouvoir économique des femmes .

Malgré tous ces efforts réalisés, les disparités entre les hommes et les femmes persistent en côte d'Ivoire et plus particulièrement dans les zones centre Nord-ouest. La crise socio politique qu'a connue la Côte d'Ivoire de 2002 à 2010, a accrue la vulnérabilité des femmes.

En vue donc de donner une réponse appropriée à le Renforcement économique des femmes de Bouake, Bocanda, Kotouba et Duekoué. Sa mise en œuvre devra permettre à terme, l'amélioration des conditions de vie 600 femmes vulnérables issues de 40 GVF.

### 2.1 Projet d'appui à l'autonomisation économique de 800 femmes dans les régions du Bounkani, Guemon, Gbeke et N'zi

L'objectif général du projet était de contribuer à l'autonomisation économique et sociale de 800 femmes vulnérables issues des régions du Bounkani, Guemon, Gbèkè et N'zi. De façon spécifique il s'est agi d'améliorer les revenus et les conditions de vie de 800 femmes vulnérables et 3200 bénéficiaires indirects à travers le financement des AGR dans les régions du programme.



financement du projet

Séance d'Alphabétisation de



2.2 Prévention de la vulnérabilité des femmes et des filles face à l'instabilité, à travers leur autonomisation, le dialogue communautaire et l'éducation dans la région du Bounkani.



Bénéficiaire au travail

L'objectif général du projet est de prévenir de la vulnérabilité des femmes et des filles face au terrorisme, à travers leur autonomisation économique et sociale, le dialogue communautaire et l'éducation dans la région du Bounkani. Il revenait de créer un climat de tolérance et d'acceptation mutuelle et améliorer les revenus et les conditions de vie de 400 femmes dans la région du programme.

Pour y parvenir les activités déployées ont été de (i) d'Appuyer 20 GVF pour le renouvellement du capital semencier et matériel, (ii) renforcer les

capacités de 400 femmes en gestion associative et comptabilité simplifiée, prévenir la vulnérabilité des membres des 20 GVF face au terrorisme à travers le dialogue communautaire, l'éducation et à la cohésion sociale et appuyer et accompagner les 20 GVF Dans la mise en place de périmètre agricole et la maîtrise de nouvelles techniques. Le projet ciblait 20 groupements issus de différentes localités de la région du Bounkani bénéficient dudit projet.



Session de formation sur la sécurité à Bouna

### *2.3 Projet d'appui à l'autonomisation économique et sociale de 200 femmes de la région du Gbêkè*

Il s'agissait d'améliorer le Bien-être économique et social de 200 femmes vulnérables issues des villages et quartiers péri urbains de la région du Gbêkè. Pour atteindre cet objectif, il fallait réaliser 10 microprojets générateurs de revenus pour 10 GV, sensibiliser les leaders communautaires, les chefs de ménages et des jeunes de la zone du projet sur la cohésion sociale et les droits de la femme et assurer le suivi des activités de 10 GVF dans la zone du projet. Dix (10) groupements issus de différentes localités de la région du Gbêkè ont bénéficié dudit projet.



*Bénéficiaires sur leur parcelle en activité*

### *2.4 Promotion des énergies renouvelables et amélioration de la qualité de vie : Electrification de 7 communautés avec des micro-réseaux de générateurs d'énergie solaire photovoltaïque auto-gérés dans le district du Zanzan, région du Bounkani*

Le projet visait à améliorer la qualité de vie des habitants des 7 communautés rurales, l'accès aux services de santé basiques et à l'eau potable pour tous les villageois, développer des nouvelles activités productives liées au service électrique et renforcer les capacités des techniciens locaux dans le domaine des énergies renouvelables.

### **Résultats**

Les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des projets du programme sont résumés dans les tableaux suivants.

**Tableau xx : résultats du programme Appui et animation des populations rurales**

Activités planifiées/Target	Résultats obtenus	%
<b>Axe stratégique 1: RENFORCEMENT DE CAPACITES DES GVF</b>		
Renforcer les capacités de 60 leaders des GVF sur la Gestion Associative et la Comptabilité simplifiée Former les groupes de femmes sur certains domaines d'intérêt (agriculture, pêche, élevage....)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 70 leaders des GVF ont eu leurs capacités renforcées en Gestion Associative et Comptabilité Simplifiée</li> <li>• 30 pêcheurs de Gansé ont eu leurs capacités renforcées en techniques de pêche améliorée</li> <li>• 20 femmes de Gansé ont eu leurs capacités renforcées en techniques de fumage et de conservation de poisson.</li> <li>• 300 femmes et mentors hommes ont eu leurs capacités renforcées en techniques culturelles et en montage de kit goute à goute et d'élevage.</li> </ul>	117 %
Doter 20 GVF d'outils de gestion associative, Organiser des programmes d'alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 groupements ont été dotés en outils de gestion nécessaire (registre des membres, registre des cotisations, journal de caisse.</li> <li>• 01 session de formation des moniteurs d'alphabétisation organisée à KOUTOUBA</li> <li>• 13 moniteurs formés</li> <li>• 10 centres d'alphabétisation mis en place et équipés en matériels didactiques (tableaux, cahiers, stylos, craie, règles, guide du moniteur)</li> <li>• 252 Femmes des centres ont été alphabétisés savent maintenant lire et écrire à ce jour et les centres d'alphabétisation sont toujours fonctionnels,</li> </ul>	100 %
Renforcer les capacités de 160 leaders des GVF sur la Gestion Associative et la Comptabilité simplifiée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 180 leaders des GVF ont eu leurs capacités renforcées en Gestion Associative et Comptabilité Simplifiée</li> </ul>	120 %

Doter les GVF d'outils de gestion associative,  Organiser des programmes d'alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50 groupements ont été dotés en outils de gestion nécessaire (registre des membres, registre des cotisations, journal de caisse.</li> <li>• 01 session de formation des moniteurs d'alphabétisation organisée à Bocanda</li> <li>• 10 moniteurs formés</li> <li>• 06 centres d'alphabétisation mis en place et équipés en matériels didactiques (tableaux, cahiers, stylos, craie, règles, guide du moniteur)</li> <li>• 100 bénéficiaires touchés par le programme à ce jour.</li> </ul>	105 %
<b>Axe stratégique 2:FINANCEMENT DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUES (AGR)</b>		
Fournir les moyens techniques, matériels et financières pour réalisation de micro projet (petit commerce, culture maraichère, transformation de manioc, culture de manioc)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 05 Tricycles; 10 Broyeuses mobiles, 310 Binettes, 30 Arrosoirs, 70 dabas, 11 Motopompes, 4500 kg NPK, 2700 kg d'Urées, 25 litres d'herbicides, 5 litres Herbestral; 5 litres de glycol; 5 kg de bastion; 100 boites cypercal, 20 kg furadan; 975 kg de Semence de tomate, Chou, poivron, aubergine ont été acquis pour la réalisation des micros projets.</li> </ul>	100 %
<b>Axe stratégique 3 : OUTILS DE COMMUNICATION ET VISIBILITE DE PROJET</b>		
Organiser des campagnes de sensibilisation de masse sur les violences sexistes et sur la santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>15</b> sessions de sensibilisation sur la cohésion sociale, la prévention terroriste, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et la santé ont été organisées, permettant d'atteindre <b>10 005</b> hommes et femmes.</li> </ul>	119 %
Production d'outils de communication S'assuré des services des Radios de proximité pour la diffusion d'émissions et de spots	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production de <b>1030</b> Tee-shirts de campagne de sensibilisations, <b>600</b> des macarons, des Banderoles de formation et <b>02</b> accords de prestations de services signés avec <b>02</b> radios de Bouna et de Nassian</li> </ul>	116 %

Les bénéficiaires n'ont plus de complexe et participent activement à la promotion du genre et au développement du leadership des femmes tout en développant l'esprit d'entrepreneuriat.

La réalisation des activités génératrices de revenus a accru leur pouvoir d'achat et de décision au sein de leur communauté. Certaines d'entre elles ayant le rôle de père-mère arrivent à répondre aux besoins de leur famille. Au total 252 bénéficiaires en alphabétisation fonctionnelle ont acquis des compétences en lecture, en écriture et en calcul. Elles arrivent à écrire leur nom et à utiliser un téléphone portable. La réalisation du projet a contribué à améliorer progressivement les conditions de vie 547 femmes et 78 mentors hommes. En augmentant leurs revenus et les capacités de prise en charge essentiel (repas, soins médicaux)

La méfiance qui existait entre les communautés a été réduite grâce aux différentes séances de sensibilisation et des rencontres communautaires. Les communautés peuhles, Lobis et koulango se sont rapprochés à travers les activités économiques. Pour exemple les femmes peulhs qui avaient pour seuls clients les membres de leur communauté arrivent à écouler les produits à travers toutes les autres et sont mieux acceptés. Avec les tricycles acquis les groupements arrivent à faire sortir leurs productions en grandes quantités des sites de production au marché local. Les broyeuses ont permis de réduire la quantité de travail des femmes dans la transformation du manioc, les quantités des produits transformés s'est accru.



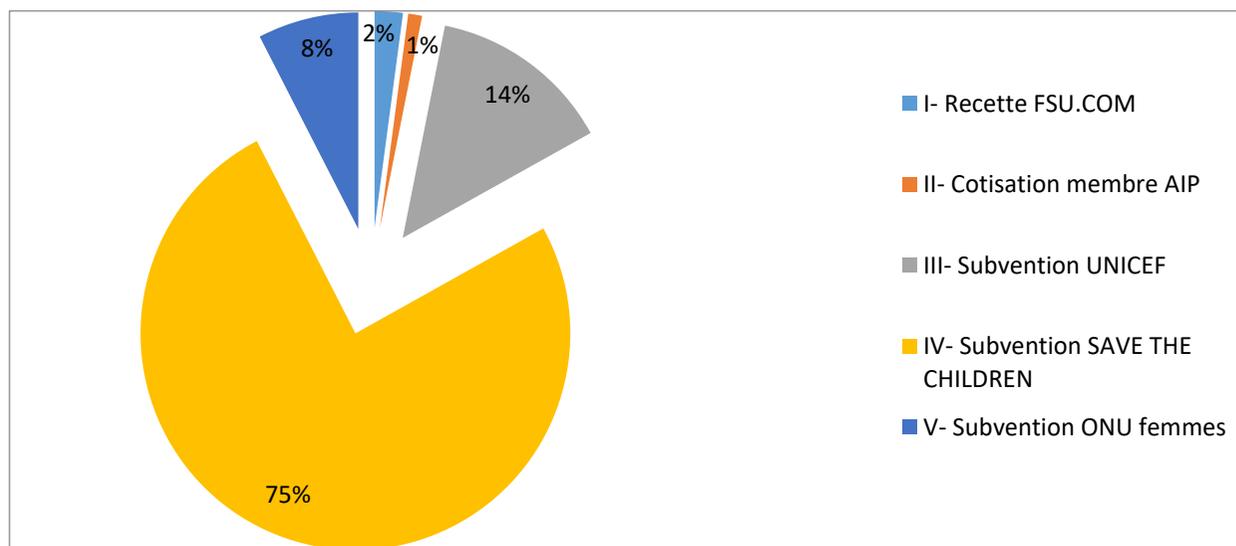
*Campagne de sensibilisation sur la sécurité et la cohésion sociale*

#### *IV- SOURCES DE FINANCEMENT*

Au cours de l'année 2017, l'ONG AIP a mobilisé au total 647 550 884 Francs CFA. Cette année l'ONG AIP a enregistré un nouveau partenaire financier qu'est l'Institut Pierre RCHET.

En sommes la contribution des partenaires financiers se présente de la manière suivante :

N°	LIBELLE	RECETTE 2017	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE REALISATION
1	Recette FSU.COM	13 206 175	11 933 246	90,36%
2	Cotisation membre AIP	6 500 000	6 417 897	98,74%
3	Subvention UNICEF	86 091 334	86 091 334	100,00%
4	Subvention SAVE THE CHILDREN	471 134 494	469 612 852	99,68%
5	Subvention ONU femme	47 380 156	48 230 094	101,79%
	<b>TOTAL</b>	<b>624 312 159</b>	<b>622 285 423</b>	<b>99,68%</b>



---

## V- DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS PROPOSÉES

---

### DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Les aléas climatiques et la destruction des périmètres agricoles par les bœufs ont ralenti les productions dans la zone du Bounkani
- Méconnaissance des techniques améliorées d'agriculture par les GVF
- Problème de communication avec la coordonnatrice nationale ONUFEMME à impacter la crédibilité de l'équipe au projet et même de l'ONG AIP.
- La mise à disposition tardives des fonds alloués au projet.
- L'insécurité des personnes et des biens dans les zones d'intervention.
- Démission régulière des relais communautaires due aux travaux champêtres ou encore aux difficultés qu'ils rencontrent dans le remplissage des outils
- Certains relais font plusieurs activités dans la communauté et ont tendance à négliger les activités de sensibilisation. Il s'agit notamment des ASC qui font en même temps la PCADOM
- Le manque de grilles de supervision, de rapports synthèse de

### PROPOSITION DE SOLUTIONS

- Mise à disposition d'intrants et de barbelés aux groupements pour la reprise de leurs activités,
- Mise en place de 2 puits par groupement pour 2 groupements de Bouna pour cause de sécheresse
- Renforcement de capacités et suivi et encadrement accrus des membres des GVF pour l'atteinte des objectifs fixés
- Bonne collaboration de l'ONG AIP avec les autorités administratives et sécuritaires des collectivités locales.
- Motivation des relais communautaires à réaliser les activités et remplacement des relais désistant.
- Face au manque d'outils, l'ONG AIP en collaboration avec

supervision, de fiches de synthèse des activités des RC

- Rupture de certains vaccins (ROTA-virus (octobre, Novembre)
- Faible taux de consultations curatif (3966 (2016)- 2089 (2017))
- Faible utilisation du laboratoire (240 examens réalisés contre 3708 consultations).
- Faible taux d'examens d'échographie réalisés (105 contre 1919 CPN)
- Difficultés rencontrées
- Rupture répétitive de la SP dans certains districts
- Faible taux de réalisation de l'indicateur de la SP
- Refus / Manque de volonté de certains prestataires pour la mise à disposition de la liste des FE PDV ou de renseigner les outils concernant la SP

Save the Children a procédé à la photocopie des outils d'activité pour le mois de septembre.

- Faire un retour des ruptures au district et passer les commandes de vaccins deux semaines avant
- Organiser des cadres d'échange au niveau communautaire pour expliquer la vision et les objectifs du centre
- Incérer les sujets liés à l'importance des examens de laboratoire et des examens échographiques lors des CCC et lancer beaucoup d'examens
- Respecter les dates des différentes réunions du centre ( EAQ, réunion du comité d'établissement, comités de gestion)
- Proposition de solutions
- Mise en place de la cartographie de rupture de la SP
- Plaidoyer auprès du PNLP pour la dotation des districts en SP
- Implication des superviseurs dans le recensement des FE PDV à rechercher
- Positionnement des points focaux dans l'ensemble des ESPC pour rechercher les FE PDV;
- Recherche intensive des FE PDV dans la communauté par les ASC;
- Intensification des CPN foraines
- Plaidoyer auprès des DD pour faciliter le remplissage correct des outils relatifs à la RFEPDV par les prestataires ;

---

## VI- LEÇONS APPRISES

---

***L'implication des Préfets, des sous-préfets, des Directeurs régionaux et des directeurs départementaux est un gage de succès pour l'atteinte des résultats.***

Les facteurs susceptibles d'exercer une influence sur la réussite d'un projet sont substantiellement les mêmes, qu'il s'agisse d'un projet communautaire ou d'un projet sanitaire.

L'expérience acquise par l'ONG AIP indique que l'implication des autorités locales, préfets sous-préfets, Directeurs régionaux et des directeurs départementaux dans la mise en œuvre des projets est un gage de succès pour l'atteinte des résultats. Elle favorise une plus grande acceptabilité de la part des populations. Elle permet de conserver dans la région un contact permanent avec la base.

***Renforcement des liens communautaires entre les bénéficiaires***

Les projets menés par l'ONG AIP ont permis de réaliser plusieurs campagnes sur la cohésion sociale et la collaboration intercommunautaire à travers le dialogue communautaire et la résolution pacifique des conflits aboutissant à l'engagement de la population de préserver un climat social où règne la paix et la concorde. En effet, dans le cadre du projet, des systèmes de collaboration sont apparus entre les femmes des différents groupements, sans exclusion de communautés. Un exemple perceptible se situe au niveau du réseau d'écoulement d'un groupement de femmes (principalement de la communauté Peuhl). Ces femmes produisent du lait et remettent des stocks de leurs produits aux groupements de femmes qui font la restauration ; ces dernières les proposent à leurs client-e-s qui sont des acheteurs potentiels. Une fois la vente opérée, elles retiennent leur bénéfice et le montant de la vente (au coût convenu) est reversé aux premières. Ce lien de collaboration sur fonds de commerce a contribué sans nul doute à renforcer des liens entre ces femmes de différentes communautés. Pour développer leurs activités et permettre qu'elles en tirent tout le bénéfice qui peut en résulter, elles ont besoin que les liens communautaires se renforcent au profit de la cohésion sociale ; au demeurant, elles ont besoin d'un environnement sécurisé et apaisé.

---

## VII-RECOMMANDATIONS

---

### À L'ONG-AIP

- Poursuivre le suivi des activités du projet afin d'assurer la pérennisation des Microprojets dans le cadre des projets du programmes appui et animation de développement des populations rurales
- Faire une évaluation mensuelle des GVF (groupements à vocation féminin) avec le soutien des autorités et du partenaire, pour s'enquérir du niveau de pérennisation des acquis du projet dans les différentes zones.
- Faire un plaidoyer auprès du ministère pour la prise en charge de l'électricité et de l'eau du centre
- Faire un plaidoyer auprès du ministère de la sante pour l'obtention d'une subvention afin de soutenir une partie des charges du centre de santé
- Faire un plaidoyer auprès de partenaires internationaux pour l'alimentation du centre à l'énergie solaire Identifier de nouveaux groupements pouvant bénéficier d'appui technique et financier.

### AUX PARTENAIRES

- Appuyer la politique de mise en œuvre du plan de suivi et de pérennisation des acquis des projets ;
- Equiper l'ONG AIP en matériels informatiques et roulants pour une meilleure exécution du projet.

## VIII- REMERCIEMENTS A NOS PARTENAIRES



Elizabeth Glaser  
Pediatric AIDS  
Foundation

*Until no  
child has  
AIDS.*



Investissons dans notre avenir

**Le Fonds mondial**

De lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme



# ANNEXE

## RAPPORT FINANCIER 2017

Ce rapport intervient en fin d'année dans le but de faire ressortir la performance réalisée au niveau budgétaire tant au niveau de l'ONG AIP qu'au niveau de chaque partenaire du **01 Janvier 2017 au 31 Décembre 2017 (SAVE THE CHILDREN/Global fund/ VIH-SIDA, UNICEF, ONU femme, contribution des membres du conseil d'administration et FSU.COM de kotiakoffikro.)**.

Cette analyse financière se rapporte à l'évaluation de la gestion des ressources obtenues des différents partenaires.

La monnaie utilisée pendant la période est le **Francs CFA (XOF)**

L'évaluation du budget prévisionnel pour l'an 2017 prévoyait une somme totale de **1.271.827.330 FCFA** Comme ressources à mobiliser. Après signature des contrats avec les différents partenaires de mise en œuvre des projets, il en ressort un montant total de **624.312.159 FCFA** dont une cotisation des membres de l'ONG AIP à hauteur de **6.500.000 FCFA**.

Comment se présente donc l'état d'exécution du budget en recette et en subvention pour l'an 2017 ?

Pour répondre à cette interrogation, nous allons examiner les subventions reçues pour la mise en œuvre des projets et les prestations de la FSU.COM de kotiakoffikro.

## 1. RECAPITULATIF DES RESSOURCES

### Exercice 2017

Au total, la situation des revenus et des dépenses se présentent comme il suit :

- **Revenus générés au cours de la période :**
  - Recette FSU.COM : 13.206.175 XOF
  - Cotisation membres AIP : 6.500.000 XOF
  - Subvention UNICEF (Global fund, Alliance CI) 86 091 334 XOF
  - Subvention ONU femme : 47.380.156 XOF
  - Subvention Save The Children : 471.134.494 XOF
  - **TOTAL 624.312.159 XOF**

Au cours de l'exercice 2017, l'ONG AIP a perçu au total un montant de **624.312.159 F CFA** dont **604.605.984 FCFA** de subvention accordées par les partenaires soit **96,84%**, **6.500.000 FCFA** de cotisation des membres de l'ONG soit **1,04 %** et **13.206.175 FCFA** de la Formation Sanitaire Communautaire (FSU.com) de Kotiakoffikro soit 2,16% du montant total.

À l'analyse de ses données résulte des dépenses qui sont notamment liées au salaire du personnel, aux financements des activités terrain, à l'achat de médicament, au cout de fonctionnement des bureaux (loyer, Cie, sodeci, missions charges sociales, frais bancaires, séminaire de formation, les équipements, les consultances), aux formations, aux supervisions, aux missions, aux activités communautaires.

## **2. RECAPITULATIF DES DEPENSES**

- **Dépenses encourues dans la période :**

Le détail de l'exécution budgétaire par rubrique est le suivant :

N°	Libellé	Recette 2017	Dépenses effectuées	Ecart- valeur	taux de réalisation
1	Recette FSU.COM	13 206 175	11 933 246	1 272 929	90,36%
2	Cotisation membre AIP	6 500 000	6 417 897	82 103	98,74%
3	Subvention UNICEF	86 091 334	86 091 334	-	100,00%
4	Subvention SAVE THE CHILDREN	471 134 494	469 612 852	1 521 642	99,68%
5	Subvention ONU femme	47 380 156	48 230 094	- 849 938	101,79%
	<b>TOTAL</b>	<b>624 312 159</b>	<b>622 285 423</b>	<b>2 026 736</b>	<b>99,68%</b>

## **3. ANALYSE DES DEPENSES PAR SOURCE DE FINANCEMENT**

### **❖ FSU.COM de Kotiakoffikro**

Le niveau d'exécution du budget est de **90,36%**. **11.933.246 F CFA** ont été dépensés contre une recette de **13.206.175 FCFA**. Ces entrées sont essentiellement les recettes des prestations sanitaires (Consultations, accouchement, vente de carnet, laboratoire d'analyse) d'une part et les recettes de pharmacie (vente de médicaments) d'autre part.

Ces recettes ont été consacrées pour l'essentiel aux dépenses du personnel (salaire, indemnité, achat de médicament, règlement des factures de CIE et SODECI.

#### ❖ UNICEF

Dans le cadre du projet UNICEF, **86.091.334 F CFA** ont été dépensés contre une subvention de **86.091.334 F CFA**. Soit un taux d'exécution de 100%

Les dépenses ont été réalisées pour les activités du projet de renforcement de la réponse nationale face au VIH/SIDA à travers les activités de PTME, de sensibilisations, de dépistages et de prise en charge à Koffi-amonkro, Prikro, Daoukro et Dimbokro.

#### ❖ SAVE THE CHILDREN

Le but de cet appui consistait à fournir des services de sensibilisations, des femmes enceintes, des pères de ménage à l'utilisation de la moustiquaire imprégné a avoir un cadre de vie propre et sain et aussi à la prise en charge des cas palustres des enfants de 0 à 5 ans. Les techniques utilisées sont les Visites à domiciles, les causeries de groupes, les communications inter personnel et la recherche active des femmes enceintes perdues de vues. L'activité s'est déroulée dans 4 régions dont 17 districts sanitaires qui sont les régions du GBEKE, du HAMBOL, PORO-TCHOLOGO-BAGOUE, et du BOUNKANI-GONTOUGO avec les districts sanitaires de Bouaké Nord Est, Bouaké Nord Ouest, Bouaké Sud, Béoumi, Sakassou, Tanda, Bouna, Nassian, Bondoukou, Katiola, Dabakala, Niakara, Korhogo, Tengrela, Ferké, Ouangolodougou et Boundiali. Le montant alloué à cette activité a été de **471.134.494 FCFA** pour une dépense de **469.612.852 FCFA**. Le niveau d'exécution du budget de la rubrique est de **99,68%**

#### ❖ ONU femme

Le financement appui le projet d'autonomisation économique et social de 800 femmes et celui de la prévention de la vulnérabilité des filles et des Femmes face à l'instabilité à travers leur autonomisation, le dialogue et l'alphabétisation dans les régions du Cavally-Guemon, du Gontougo-Boukani et du Gbêkê. Nous avons reçu un montant total de **47.380.156 F CFA** pour une dépense à hauteur de **48.230.094 F CFA**. Soit 101.79% d'exécution budgétaire. L'écart de **1.79%** est dû à la contribution de l'ONG AIP pour les activités de mise en œuvre.

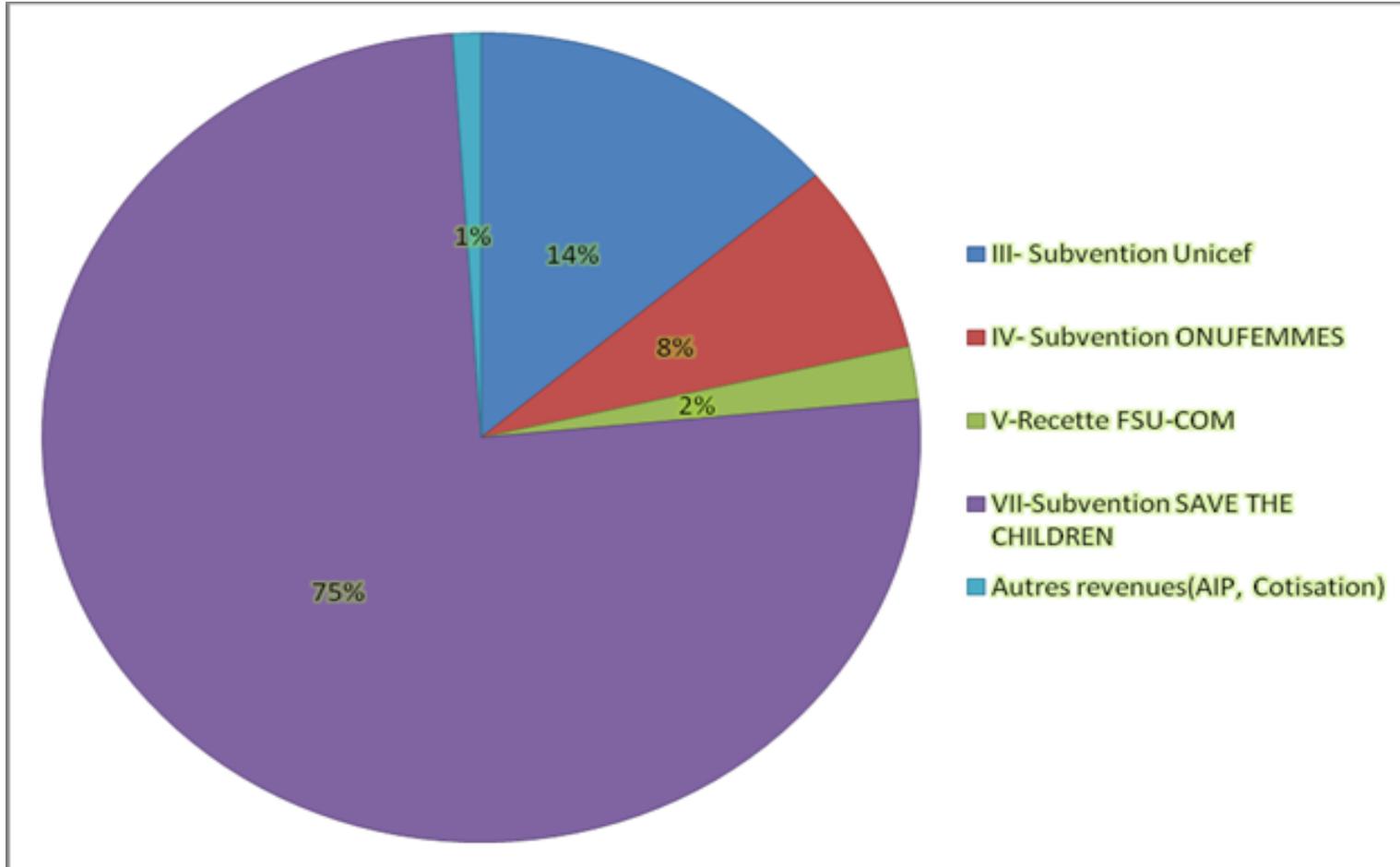
**TABLEAU RECAPITULATIF DES RESSOURCES ET EMPLOIS**  
**RAPPORT FINANCIER GLOBAL 2017**

CREDIT OU DEPENSES							DEBIT OU RESSOURCES	
LIBELLE	UNICEF	ONUFEMMES	ONG AIP	SAVE	FSU.COM	DEPENSES ANNUELLES	Libellé	Montant
<b>I- Personnel</b>	26 618 353 F	2 855 895 F	2 256 655 F	149 844 548 F	6 734 990 F	188 310 441 F	III- Subvention Unicef	86.091.334 F
Personnel Administratif	13 403 190 F	2 855 895 F	895 055 F	11 142 255 F	720 000 F	29 016 395 F	IV- Subvention ONUFEMMES	47.380.156 F
Personnel technique	13 215 163 F		1 361 600 F	132 265 469 F	3 544 790 F	150 387 022 F	V-Recette FSU-COM	13 206 175 F
Personnel médicale					1 203 700 F	1 203 700 F	VII-Subvention SAVE THE CHILDREN	471.134.494 F
Personnel d'entretien				- F	546 500 F	546 500 F	Autres revenus (AIP, Cotisation)	6 500 000 F
Gardien/Chauffeur				6 436 824 F	720 000 F	7 156 824 F	<b>TOTAL</b>	<b>624 312 159 F</b>
<b>II- Assistance</b>	48 721 465 F	13 774 100 F	- F	221 095 122 F	30 000 F	283 620 687 F	Solde au 31/12/2017	<b>2 026 736 F</b>
Soin et soutien aux PPVIH	10 591 465 F					10 591 465 F		
Sensibilisation par les RC	10 334 000 F			186 110 622 F		196 44 622 F		
Stratégie avancée	2 839 000 F					2 839 000 F		
Soins et soutiens OEV	11 520 000 F					11 520 000 F		
Mobilisation communautaire/VAD/PTME	13 437 000 F					13 437 000 F		
consultation foraines (CPN)				17 930 000 F		17 930 000 F		
sensibilisation par les groupements féminins				8 154 500 F		8 154 500 F		
sensibilisation par les radios				8 900 000 F		8 900 000 F		
Sensibilisation de masse/CCC					30 000 F	30 000 F		
sensibilisation sur la cohesion sociale		4 182 250 F				4 182 250 F		
sensibilisation de masse sur la sante		5 162 350 F				5 162 350 F		
appui financier et techniques au personnel en charge des victimes de VBG		4 429 500 F				4 429 500 F		

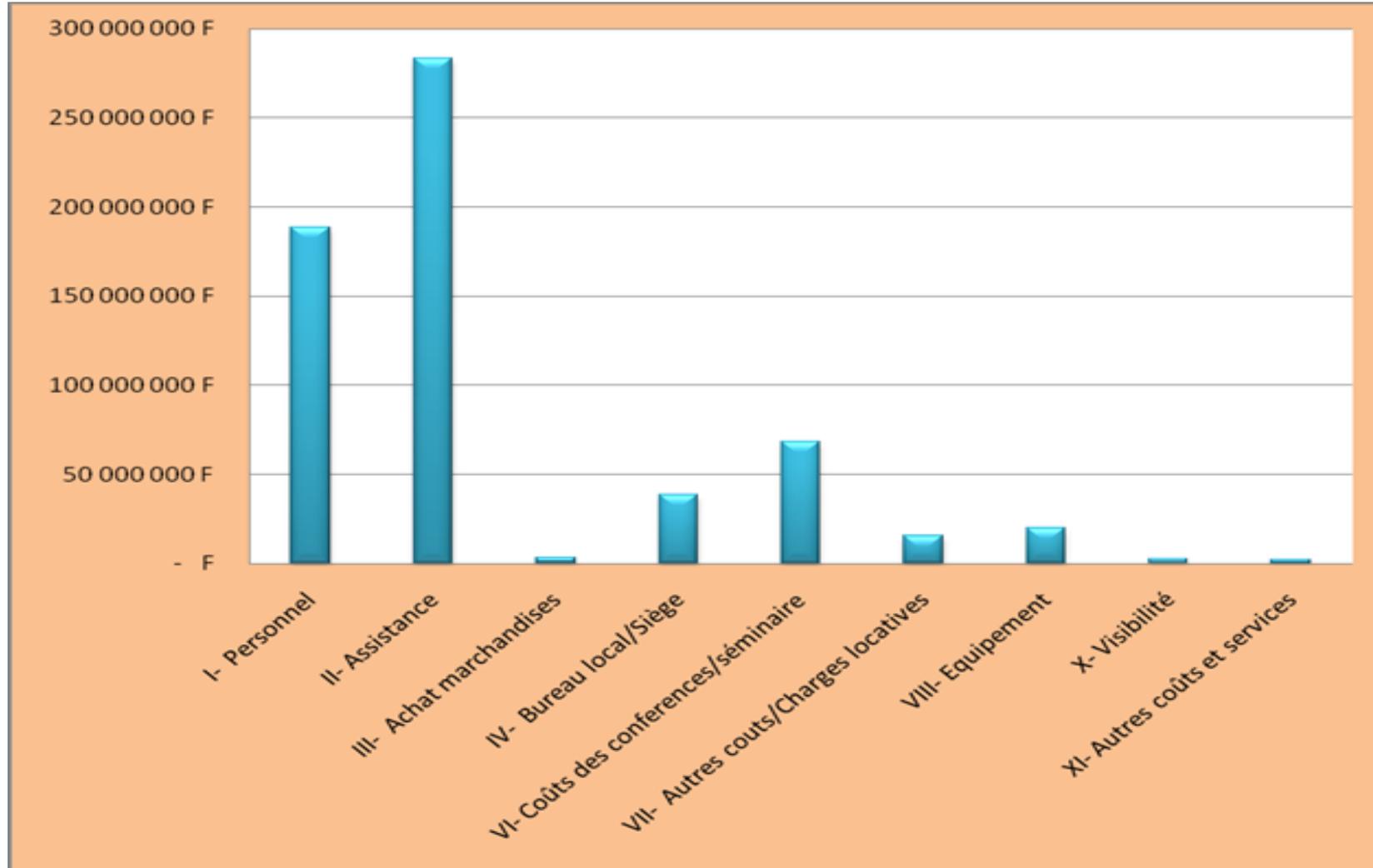
<b>III- Achat marchandises</b>	- F	F -	- F	F -	3 478 700 F	<b>3 478 700 F</b>
Achat de Médicament					3 429 700 F	<b>3 429 700 F</b>
Fourniture technique		- F			49 000 F	<b>49 000 F</b>
<b>IV- Bureau local/Siège</b>	2 830 906 F	40 500 F	2 476 102 F	32 477 132 F	506 050 F	<b>38 330 690 F</b>
Déplacement					13 900 F	<b>13 900 F</b>
Entretien informatique, et divers		- F	- F		96 500 F	<b>96 500 F</b>
Carburant et lubrifiant	1 449 706 F	- F	1 000 000 F	15 048 000 F	89 000 F	<b>17 583 706 F</b>
Consommables/Fourniture de bureau		- F		3 653 400 F	19 650 F	<b>3 673 050 F</b>
Entretien des locaux			18 000 F	429 500 F	F	<b>447 500 F</b>
Per diem/mission/Voyage			975 000 F		290 000 F	<b>1 265 000 F</b>
assurances matériel roulant	0 F		F	1 846 455 F		<b>1 996 455 F</b>
Maintenance des voitures/motos/machine/Pirogue à moteur	1 231 200 F	40 500 F	330 500 F	10 412 308 F		<b>12 014 508 F</b>
Frais bancaires, opérations et autres			152 602 F	1 087 469 F		<b>1 240 071 F</b>
<b>VI- Coûts des conférences/séminaire</b>	3 247 300 F	9 996 465 F	- 42 000 F	55 128 950 F	- F	<b>68 414 715 F</b>
Frais d'atelier		3 902 315 F				<b>3 902 315 F</b>
Kits des participants				146 500 F		<b>146 500 F</b>
sensibilisation/recensement				5 495 000 F		<b>5 495 000 F</b>
Supervisions	3 247 300 F	5 594 150 F		9 881 950 F		<b>18 723 400 F</b>
réunions/coordinations			42 000 F	33 701 500 F		<b>33 743 500 F</b>
réunions de mobilisation sociales		500 000 F		4 045 000 F		<b>4 545 000 F</b>
réunions de plaidoyer				1 859 000 F		<b>1 859 000 F</b>
<b>VII- Autres couts/Charges locatives</b>	4 673 310 F	469 400 F	F	9 550 460 F	804 156 F	<b>15 497 326 F</b>
Services (CIE/SODECI/internet/Tel/gaz)	1 589 900 F	49 400 F	F	7 150 460 F	804 156 F	<b>9 593 916 F</b>

Loyer/fonctionnement	3 083 410 F	420 000 F	F	2 400 000 F		5 903 410 F
<b>VIII- Equipement</b>	- F	18 473 880 F	1 073 900 F	270 000 F	4 500 F	19 822 280 F
Mobilier, matériel technique		- F			4 500 F	4 500 F
Mobilier, matériel d'ordinateur			- 1 073 900 F			1 073 900 F
Matériels consommables			- F	270 000 F		270 000 F
Equipement divers		18 473 880 F	-			18 473 880 F
<b>IX- Visibilité</b>	- F	1 295 000 F	- F	1 246 640 F	- F	2 541 640 F
reproduction outil de communication		675 000 F	F	1 246 640 F		1 921 640 F
Emission radio/Télé		620 000 F	F			620 000 F
<b>XI- Autres coûts et services</b>	- F	1 324 854 F	- 569 240 F	- F	374 850 F	2 268 944 F
Divers/autres dépenses		1 324 854 F	569 240 F		374 850 F	2 268 944 F
<b>TOTAL</b>	<b>86 091 334 F</b>	<b>48.230.094 F</b>	<b>6 417 897 F</b>	<b>469.612.852 F</b>	<b>11 933 246 F</b>	<b>622 285 423 F</b>

## FONDS MOBILISE EN 2017



## DEPENSES EFFECTUEES EN 2017



# TABLEAU DU BILAN FINANCIER DE L'EXERCICE 2017

**Organisation Non Gouvernementale Association Ivoirienne pour le Progrès**

Dénomination sociale de l'entreprise :

Sigle usuel : **ONG  
AIP**

Adresse : 01 BP 873 Bk 01

**01 BP 873 BOUAKE 01**

N° d'identification fiscale :

**0913939 W**

Exercice clos le :

**31/12/2017**

Durée (en mois) :

12

ACTIF			PASSIF		
Réf.	LIBELLE	Montant	Réf.	LIBELLE	Montant
	<b>ACTIF IMMOBILISÉ (1)</b>			<b>CAPITAUX PROPRES</b>	
<b>GA</b>	<b>Charges immobilisées</b>		HA		
<b>GB</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	0	HB		
<b>GC</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>		HC		
GD	Terrains		HD		
GE	Bâtiments, installations		HE	Report à nouveau N-1	+ ou -
244	Matériel	19 822 280			
	Frais d'acquisition immobilisation		148	Subventions d'investissement	624 312 159
<b>GG</b>	<b>Avances et acomptes versés sur immobilisations</b>				
<b>GH</b>	<b>Immobilisations financières</b>	0			
<b>GI</b>	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>19 822 280</b>	<b>HJ</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>624 312 159</b>
	<b>ACTIF CIRCULANT</b>			<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	
<b>GJ</b>	<b>Stocks</b>		HK	Emprunts	
601101	Achat de Médicament	3 478 700	HL	Provisions financières pour risques et charges	
GL	Matières premières et autres approvisionnements		<b>HM</b>	<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)</b>	<b>0</b>
GM	Produits fabriqués et en cours		<b>HN</b>	<b>TOTAL CAPITAUX STABLES (I + II)</b>	<b>624 312 159</b>
<b>GN</b>	<b>Créances</b>			<b>PASSIF CIRCULANT</b>	
GP	Fournisseurs, avances versées		HP	Clients, avances reçues	
GQ	Travaux		HQ	Fournisseurs d'exploitation	
GR	HAO	2 541 640			

GS	Clients		HR	Autres dettes	
GT	Autres créances				
<b>GU</b>	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>6 020 340</b>	<b>HS</b>	<b>TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)</b>	<b>0</b>
	<b>TRÉSORERIE-ACTIF</b>		<b>HU</b>	<b>TRESORERIE-PASSIF</b>	
661	Rémunération dues au personnel	188 310 441		Banques, concours bancaires	
GV	Titres de placement et valeurs à encaisser		<b>HV</b>	<b>TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)</b>	<b>0</b>
	Charges d'exploitation	283 620 687	<b>HY</b>	<b>Écarts de conversion-Passif (V)</b>	
	Charges diverses	40 599 634		(gain probable de change)	
	Loyer a payé	5 903 410	<b>HZ</b>	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>624 312 159</b>
	Coûts/autres charges				
	Cout AO	68 414 715			
	Fonds de roulement				
	Eau/Électricité/Tel/Internet	9 593 916			
GW	Banques, chèques postaux, caisse				
<b>GX</b>	<b>TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)</b>	<b>596 442 803</b>			
<b>GY</b>	<b>Écart de conversion-Actif (IV)</b>				
	(perte probable de change)	2 026 736			
<b>GZ</b>	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>624 312 159</b>			

# COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2017

Dénomination sociale de l'entreprise :

Organisation Non Gouvernementale Association Ivoirienne pour le Progrès

Sigle usuel :

ONG AIP

Adresse :

01 BP 873 BOUAKE 01

N° d'identification fiscale :

0913939  
W

Exercice clos le :

31/12/2017

Durée (en mois) :

Réf.	CHARGES	Montant	Réf.	Produits	Montant
JA	Achats de marchandises	3 478 700	KA	Ventes de marchandises	
JB	- Variation de stocks _____ (+ ou -)		KB	Ventes de produits, travaux, services	13 206 175
JC	Achats de matières premières et autres achats		KC	Chiffre d'affaires (1)	
JD	- Variation de stocks _____ (+ ou -)				
244	Matériels	19 822 280	KD		
JF	Services extérieurs et autres charges	127 053 315	KE	Autres produits d'exploitation	
661	Charges de personnel (1)	188 310 441	KF	Variation de stocks de produits et en-cours	
JJ	Dotations aux amortissements et provisions		KG	Subvention d'exploitation	611 105 984
JM	Charges d'exploitation	283 620 687	KH	Reprises de provisions	
<b>JN</b>	<b>Total des charges des activités ordinaires</b>	<b>622 285 423</b>	KJ		
			KL		
JQ	Charges hors activités ordinaires (H.A.O.)		<b>KM</b>	<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>624 312 159</b>
JR	Impôts sur le résultat		KP	Produits hors activités ordinaires (H.A.O.)	0
<b>JZ</b>	<b>Total général des charges</b>	<b>622 285 423</b>		Résultat net N (+ ou -)	-2 026 736
			<b>KX</b>	<b>Total général des produits</b>	<b>622 285 423</b>